

*Initiatives ministérielles*

C'est possible, s'il y a consentement unanime. En effet, au commencement du débat à l'étape de la deuxième lecture, la durée des discours des deux premiers orateurs est d'au plus 40 minutes, mais aucune période de questions et de commentaires n'est prévue. Il faut donc le consentement unanime de la Chambre.

**M. Bill Domm (secrétaire parlementaire du ministre des Sciences):** Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Avec le consentement unanime de la Chambre, j'aimerais formuler une observation et poser une question.

**Mme le vice-président:** Y a-t-il consentement unanime pour autoriser le député à faire une observation ou à poser une question?

**Des voix:** Non.

• (1050)

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Madame la Présidente, à l'instar de mon collègue qui vient de parler, je voudrais me prononcer catégoriquement contre le projet de loi C-112 qui ne vise qu'à apporter des améliorations à la taxe sur les produits et services.

Pensons à ce que la population du Canada va dire de ce document qui comprend des centaines et des centaines de pages d'améliorations à apporter à la TPS, que la plupart des gens sont déjà incapables de gérer. C'est ça que les petits entrepreneurs n'arrivent pas à comprendre. Améliorer la TPS, c'est avantageux pour le gouvernement; or, on ne peut pas améliorer une taxe qui n'a aucun sens. On ne peut pas améliorer une taxe boiteuse en présentant des centaines de pages de modifications à la Chambre des communes. Ce n'est pas comme ça qu'il faut faire. Il n'y a qu'un moyen: supprimer la TPS sans plus attendre pour qu'on puisse commencer à reconstruire l'économie.

**Une voix:** Par quoi la remplacerez-vous?

**M. Riis:** Mon vis-à-vis me demande par quoi je la remplacerais. Je l'invite à prendre connaissance du rapport du Nouveau Parti démocratique fédéral sur le redressement de l'économie où sont énoncées avec moult détails les solutions de rechange à la TPS. J'ajouterai qu'à cause de la TPS et d'une foule de politiques fiscales du gouvernement, les gens n'ont plus confiance dans le régime fiscal. Les gens ont depuis belle lurette abandonné tout espoir qu'il devienne juste et équitable. Ils savent que c'est un régime fiscal qui est surtout au service des plus fortunés et des très grandes sociétés.

Il n'y a pas meilleur exemple de ce parti pris que l'échappatoire fiscale que le gouvernement a présentée il y a quelques jours à la Chambre et qui profitera aux plus riches familles du pays. Créée par les libéraux au début des années 70, cette échappatoire prévoit l'établissement de fiducies familiales libres d'impôt à vie. En se servant de la disposition de roulement pour verser des fonds dans une fiducie familiale, on reportait le paiement de l'impôt de 21 ans. Cette période de 21 ans était sur le point de s'écouler. Le gouvernement actuel est donc intervenu pour maintenir ce cadeau fiscal aux plus riches qui n'auront pas à payer un cent d'impôt du vivant de leurs enfants.

Autrement dit, les 70 milliards de dollars que comprennent ces fiducies familiales ne sont pas imposés. C'est tout à fait injuste. C'est ce qui explique pourquoi les gens ont complètement perdu confiance dans la volonté de ce gouvernement de rendre le régime fiscal équitable. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Aujourd'hui, pendant que nous discutons du projet de loi à la Chambre des communes, il y a des milliers de contribuables dont le revenu annuel dépasse les 50 000 \$ qui ne paient pas un sou en impôt sur le revenu. Il y a des centaines de gens dont le revenu annuel s'élève à plus d'un quart de million de dollars et qui ne paient pas un sou en impôt sur le revenu et je ne parle même pas de ceux qui gagnent 100 000 \$ et ne paient que 10 \$ en impôt.

Le système est injuste. Il est inéquitable. C'est un système que les Canadiens rejettent depuis longtemps parce qu'il n'est pas raisonnable. Et chaque jour, le gouvernement continue de l'empirer. Les fiducies familiales qui constituent des échappatoires fiscales pour les Canadiens les plus riches sont ridicules. Les Canadiens sont dégoûtés et c'est pourquoi, lors des prochaines élections, les banquettes conservatrices seront littéralement transformées en banquettes éjectables. Les conservateurs seront en effet éjectés loin de la colline du Parlement.

En raison de la TPS et des allègements fiscaux consentis aux grandes entreprises et aux riches, les Canadiens ne font plus confiance au régime fiscal et c'est pour cela qu'une bonne partie de notre économie est devenue souterraine. Les estimations les plus fiables permettent de croire que les transactions échappant aux taxes totalisent environ 100 milliards de dollars par année parce qu'elles se font par troc, parce qu'elles sont payées en espèces et parce qu'elles ne figurent dans aucun registre. Imaginez seulement que si l'on imposait au taux régulier